



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

P586 D 1619

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés  
Luxembourg

CHAMBRE DES DEPUTES  
Entrée le:  
19 JAN. 2016

Luxembourg, le 18 janvier 2016

Personne en charge du dossier:  
Roland Gaasch  
☎ 247 - 82953

SCL: PET 586 – 61 / sp

Objet : Pétition n° 586 – Demande d'autorisation de dashcam légalement en voiture.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 3 décembre 2015, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position commune de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et de Monsieur le Ministre de la Justice concernant la pétition n° 586 - relative à la demande d'autorisation de dashcam légalement en voiture.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement

Fernand Etgen



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État

Le Ministre des Communications et des Médias

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.: 61	SCL:
Entré le: 12 JAN. 2016	
CE:	CHD:
A traiter par: Sandy Pauly	
Copie à:	

Réf. : MB\_dt/16\_1

**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des**  
**Députés**

**Objet : Pétition 586 – Demande d'autorisation de dashcam légalement en voiture**

Monsieur le Président,

Par pétition du 26 novembre 2015 (n° 586), il a été demandé d'autoriser légalement les dashcams « sous respect de la loi en vigueur ». Dans ce contexte, le pétitionnaire estime que les dashcams pourraient être très utiles en cas d'accident de voiture et qu'il n'existe « à ce jour aucune loi défendant l'utilisation » de dashcams.

Le captage et l'enregistrement de la circulation sur la voie publique, à l'aide d'une dashcam, dont notamment les images de personnes identifiables ou de véhicules dont la plaque minéralogique apparaît lisiblement, constitue un traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 2, lettre (r) de la Loi. Considérant que ces données sont au sens de l'article 10 de la Loi (surveillance de tiers) traitées à des fins de surveillance, le traitement est soumis à une autorisation préalable de la Commission Nationale pour la Protection des Données (ci-après « CNPD ») selon l'article 14 paragraphe (1) lettre (b) de la Loi.

Une telle autorisation ne peut cependant seulement être délivrée par la CNPD que si le traitement de données à des fins de surveillance est nécessaire à la réalisation d'un des buts légitimes limitativement prévus à l'article 10 paragraphe (1) de la Loi. Or, dans le cas de dashcams, filmant de façon continue la route ou la voie publique, on peut admettre qu'aucune des hypothèses énumérées dans cet article ne trouve vocation à s'appliquer.

A part la question de l'autorisation préalable par la CNPD, il convient de souligner dans un même ordre d'idées que l'utilisation de dashcams aux fins susmentionnées risque de violer le principe de proportionnalité. Vu que les caméras en question captent et enregistrent de manière continue des informations afin de garantir l'existence de preuves en cas d'accident, le traitement de données n'est pas limité aux personnes parties à un accident ou ayant agi en violation de la loi, mais résulte dans un traitement indifférencié de données personnelles. Il découle dès lors que l'usage de dashcams est contraire aux exigences posées par l'article 4 paragraphe 1 de la Loi et prévues par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme.

Enfin, l'utilisation de dashcams semble également être difficilement conciliable avec l'exigence d'informer les personnes concernées (telle que requise par l'article 26 de la Loi) et se heurte en pratique au principe de transparence car les personnes concernées seront dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits, notamment d'accès ou d'opposition issus des

articles 28 et 30 de la Loi, à l'égard du responsable du traitement (celui qui utilise la dashcam).

Par conséquent, au vu de ce qui précède, les ministres arrivent à la conclusion que l'utilisation de dashcams est difficilement conciliable, voir inconciliable avec la législation en matière de protection de données personnelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

Luxembourg, le 11 JAN. 2016

Le Ministre des Communications  
et des Médias



Xavier Bettel